



IRSEM

INSTITUT DE RECHERCHE STRATÉGIQUE
DE L'ÉCOLE MILITAIRE

La Lettre

Février 2022

www.irsem.fr

[VIE DE L'IRSEM \(p. 1\)](#)

Dernières publications de l'IRSEM, Le Collimateur (le podcast de l'IRSEM), À paraître, Programme transversal : « Le monde et la puissance chinoise », Événements, Actualité des chercheurs, Actualité des chercheurs associés et des doctorants résidents

[VEILLE SCIENTIFIQUE \(p. 14\)](#)

Sécurité, États-Unis : l'enjeu ukrainien

[À VENIR \(p. 16\)](#)

VIE DE L'IRSEM

DERNIÈRES PUBLICATIONS DE L'IRSEM



Note conjointe GMF/IRSEM – 4 février.

« [L'OTAN face à la Chine : Réponses et adaptations](#) », par Pierre HAROCHE et Martin QUENCEZ, 12 p.

Dans le cadre du programme transversal « Le monde et la puissance chinoise » de l'IRSEM, cette note conjointe avec le German Marshall Fund (GMF) explore les différentes options de l'OTAN face à la puissance chinoise. Premièrement, en ce qui concerne les approches militaires, il est peu probable que l'OTAN joue un rôle substantiel dans les efforts d'équilibrage des capacités chinoises dans la région indopacifique, ou qu'elle désigne la Chine comme une « menace » dans la zone de l'Atlantique nord. Alors qu'une logique de division géographique du travail entre les États-Unis et les partenaires européens affaiblirait la cohésion de l'Alliance, l'OTAN devrait plutôt s'attacher à mieux intégrer

le « facteur Chine » dans sa planification militaire, en prévision des effets ricochets qu'une crise en Asie pourrait avoir sur le théâtre européen. Deuxièmement, en termes d'approches politiques, bien qu'une extension formelle des compétences de l'OTAN soit peu probable, une coordination plus forte avec les acteurs indopacifiques et avec la Commission européenne pourrait aider à surmonter une grande partie des limitations géographiques et fonctionnelles de l'Alliance face à la Chine.



Note de recherche n° 121 – 8 février.

« [Une "Commission géopolitique" ? L'affirmation de la Commission européenne comme acteur stratégique sur la scène internationale](#) », par Pierre HAROCHE, 12 p.

Cette note examine les origines et l'opérationnalisation du concept de « Commission géopolitique », qui a été promu par la présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen depuis 2019. Ce concept a été utilisé pour désigner la coordination renforcée des aspects externes du travail de la Commission. Il est également symptomatique d'une tendance plus large, antérieure au nouveau collège de commissaires, à savoir le rôle croissant des considéra-



www.irsem.fr



École militaire
1, place Joffre
75700 PARIS SP 07

La Lettre de l'IRSEM
février 2022

tions stratégiques dans les initiatives de la Commission, notamment à travers l'objectif de renforcer l'« autonomie stratégique ouverte » de l'UE. Dans un contexte où la compétition de puissance mondiale se porte de plus en plus sur le terrain économique et technologique, la Commission devrait voir son rôle stratégique se renforcer. Cette évolution pourrait ainsi représenter le début d'une dynamique supranationale dans un domaine (la sécurité internationale) relevant traditionnellement des États membres et de la coopération intergouvernementale.



Étude n° 92 – 21 février.

« [Le régime milicien iranien en Irak – Les milices chiites pro-iraniennes à la conquête de l'État](#) », par Arthur QUESNAY, 76 p.

Depuis 2003, la guerre civile irakienne peine à se stabiliser sous l'action des organisations politiques, créant une dynamique de crises à répétition exacerbée par les ingérences étrangères, notamment iranienne. Le principal facteur de ces conflits est politique : les partis irakiens jouent un rôle déterminant dans la guerre civile, instrumentalisant les soutiens internationaux pour s'ancre dans l'État et s'imposer à la population. Dans ce contexte, la guerre contre le groupe État islamique (2014-2017) a permis la montée en puissance des groupes paramilitaires pro-iraniens qui tentent d'imposer un nouvel ordre politique. Cependant, plusieurs défis se posent à leur ambition hégémonique, en particulier leurs revers électoraux, la difficulté à produire de la gouvernance et l'hostilité croissante de la population.



Brève stratégique n° 31 – 21 février.

« [Conclusions de la mission d'information sur le Plan famille](#) », par LTN Camille TROTOUX, 2 p.

Lors de la présentation du bilan de la mission d'information dédiée au Plan famille, les rapporteurs ont salué les efforts du ministère des Armées et l'implication de la ministre. Selon eux, la dynamique doit être poursuivie et doit approfondir des éléments clés comme les moyens de communication dédiés et la numérisation des outils.

LE COLLIMATEUR

LE PODCAST DE L'IRSEM



Épisode 134 – 1^{er} février.

« [La dernière défaite russe en Ukraine](#) », avec Jean LOPEZ et Alexandre JUBELIN, 1 h 27.

Jean Lopez est directeur de la rédaction de *Guerres et histoire* et auteur de *Kharkov 1942* (Perrin, 2022).

- 2:30 La collection « Champs de bataille » et l'approche d'une histoire militaire par la bataille.
- 7:30 Barbarossa et la situation en 1942.
- 12:30 L'importance stratégique de Kharkov.
- 18:00 Les forces soviétiques et nazies à la veille de Kharkov.
- 35:45 Des cultures tactiques et stratégiques différentes.
- 45:00 Le projet d'attaque soviétique et son échec.
- 1:02:30 Le désastre vu de l'intérieur.
- 1:10:00 L'heure du bilan.
- 1:20:00 La mémoire de la bataille.



Dans le bunker #46 – 4 février.

« [Vigil](#) » de Tom EDGE (2021), par Marko RAMIUS, 30 mn.

« Dans le bunker » se tourne vers la récente série *Vigil*, produite par la BBC et disponible sur Arte, en compagnie de Marko Ramius, qui (au-delà du pseudo) est un expert en sous-marins et en dissuasion nucléaire.



Épisode 135 – 8 février.

« [Des armées dans la campagne #1 : Le service militaire](#) », avec Bénédicte CHÉRON, le général BENTÉGEAT et Alexandre JUBELIN, 1 h 26.

Avec le général Henri Bentégeat, ancien chef d'état-major particulier du président de la République, ancien chef d'état-major des armées ; et Bénédicte Chéron, historienne, maîtresse de conférences en histoire contemporaine à l'Institut catholique de Paris, auteur de *Soldat méconnu* (Armand Colin, 2018).

- 6:30 La fin du service militaire, ses raisons et ses conséquences.
- 28:00 Images et nostalgies du service militaire.
- 38:00 Le rôle social des armées.

52:30 Le lien entre l'armée et la société et ses dimensions politiques.
 1:05:00 Le SNU et sa mise en place.
 1:20:00 Les armées dans la campagne.



Épisode spécial – 11 février.

« [De l'autre côté du micro : entretien avec Alexandre Jubelin](#) », par Jean-Baptiste JEANGÈNE VILMER, 47 mn.

Exercice inédit à l'occasion des trois ans du podcast, le directeur de l'IRSEM s'empare du micro pour interroger Alexandre Jubelin sur les dessous et les coulisses du « Collimateur ».



Épisode 136 – 15 février.

« [La France, le monde et Emmanuel Macron : bilan de politique étrangère](#) », avec Michel DUCLOS et Alexandre JUBELIN, 1 h 20.

Michel Duclos, diplomate, ancien ambassadeur de France, senior fellow à l'institut Montaigne, est l'auteur de *La France dans le bouleversement du monde* (éditions de l'Observatoire, 2021)

3:30 Le consensus gaullien de la politique étrangère française.
 18:00 Des lignes différentes au Quai d'Orsay ?
 25:00 Emmanuel Macron et les questions internationales en 2017.
 36:00 Le panorama des chefs d'État et de gouvernement au début du quinquennat Macron : Trump, Poutine, MBS et MBZ.
 46:30 L'été 2019 et la cristallisation de la « doctrine Macron ».
 1:02:30 Dangers et revers de la fin de mandat : l'Ukraine, le Sahel.
 1:07:30 Les leviers actionnables pour la France.
 1:16:00 Le métier de diplomate et son évolution.



Épisode 137 – 22 février.

« [Yémen, la guerre sans issue](#) », avec Thomas JUNEAU et Alexandre JUBELIN, 1 h 01.

Thomas Juneau est professeur d'affaires internationales à l'Université d'Ottawa.
 2:30 Géographie et situation du pays.
 12:00 La rébellion houthis.
 16:15 Les jihadistes au Yémen.

20:30 Les printemps arabes et la déstabilisation du Yémen.
 27:45 Le rôle de l'Iran.
 36:30 L'intervention militaire saoudienne.
 50:15 Le désastre humanitaire et la communauté internationale.



Rediffusion – 25 février.

« [L'armée russe, des décombres de l'URSS au nouveau capacitaire](#) », avec Isabelle FACON et Alexandre JUBELIN, 1 h 39.

Dans le contexte de l'invasion russe de l'Ukraine depuis le jeudi 24 février, et alors que les événements évoluent encore très rapidement, « Le Collimateur » tente de reprendre un peu de distance et de réintroduire du contexte sur le temps long, avec cette rediffusion consacrée à l'histoire récente de l'armée russe, en compagnie d'Isabelle Facon, directrice adjointe de la FRS et auteur de *La nouvelle armée russe* (Carnets de l'Observatoire).

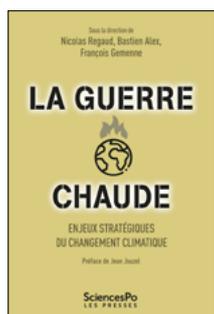
6:30 La période de crise qui s'ouvre pour l'armée ex-soviétique à partir de 1991.
 9:30 La guerre de Tchétchénie de 1994.
 14:30 Les capacités nucléaires persistantes.
 18:30 L'accession au pouvoir de Vladimir Poutine en 1999.
 30:30 Les réformes Serdioukov qui commencent à la suite de la guerre de Géorgie en 2008.
 36:15 La structure de l'armée russe.
 43:30 L'émergence de forces « grises » comme le groupe Wagner.
 53:30 L'inflexion stratégique russe à partir de 2014 et de l'intervention en Ukraine puis en Syrie.
 1:08:30 La relation plus générale à l'OTAN.
 1:14:30 Les mouvements de troupes aux frontières ukrainiennes.
 1:19:30 La coopération entre la Russie et la Chine.
 1:27:00 Les points forts et les faiblesses de l'armée russe.



Pour ne rien manquer de nos dernières diffusions, [ABONNEZ-VOUS](#) !

Retrouvez tous les épisodes sur Soundcloud, Deezer, Spotify, Itunes et irsem.fr.

À PARAÎTRE



Nicolas REGAUD, Bastien ALEX et François GEMENNE (dir.), *La Guerre chaude – Enjeux stratégiques du changement climatique*, Presses de Sciences Po, en librairie le 3 mars 2022, 288 p.

Spécialistes des questions de défense et de climat, les auteurs du premier livre consacré à cet immense enjeu

dressent un panorama des risques stratégiques et opérationnels associés au dérèglement climatique. Ils anticipent les contours de la « guerre chaude » qui s'annonce en analysant les défis auxquels les forces armées seront confrontées et la façon dont elles pourront contribuer à le relever.

Un monde plus chaud sera aussi un monde plus violent. Alors qu'une hausse des températures d'à peine 1° C depuis l'ère préindustrielle a déjà des conséquences préoccupantes pour la sécurité nationale et internationale, il ne fait pas de doute que cette tendance va s'amplifier et nous faire entrer dans une longue période de tensions.

Les armées ne doivent pas seulement réduire leur empreinte carbone. Acteurs majeurs de la paix et de la sécurité, elles doivent aussi s'adapter à une situation qui affecte lourdement leurs missions et leurs capacités pour s'engager dans une véritable politique de sécurité climatique.

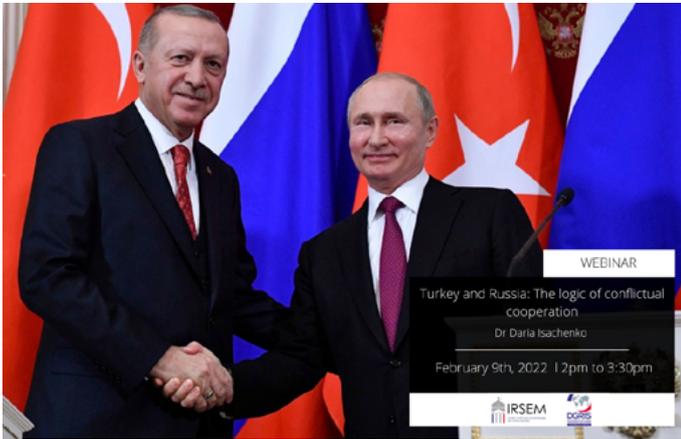
PROGRAMME TRANSVERSAL

LE MONDE ET LA PUISSANCE CHINOISE

En 2021, l'IRSEM a mis en place un programme transversal intitulé « Le monde et la puissance chinoise ». Coordonné par [Camille Brugier](#) (chercheuse Chine) et [Pierre Haroche](#) (chercheur Sécurité européenne) et réunissant des chercheurs issus de cinq domaines de l'institut, ce programme vise à fournir des éclairages sur les transformations régionales et les ajustements internes des acteurs internationaux en réponse à l'affirmation de la puissance chinoise. Par-delà la rivalité Chine/États-Unis qui focalise souvent l'attention des commentateurs, les chercheurs impliqués dans ce groupe ont à cœur de mettre en lumière la diversité des réponses à la puissance chinoise dans le monde. Un colloque fondateur s'est tenu en décembre 2021 et plusieurs publications sont prévues cette année dans le cadre de ce programme transversal. Une [première note sur l'adaptation de l'OTAN au défi chinois](#) est sortie début février.

ÉVÉNEMENTS

9 février : Webinar « Turkey and Russia: The logic of conflictual cooperation » avec Daria ISACHENKO, Sümbül KAYA, Emmanuel DREYFUS et Romuald de PIERREFEU (DGRIS).



Une conférence en anglais intitulée « Turkey and Russia: The logic of conflictual cooperation » (« Turquie-Russie : la logique d'une coopération conflictuelle ») a été organisée dans le cadre d'un partenariat entre la DGRIS (Romuald de Pierrefeu) et l'IRSEM ([Sümbül Kaya](#)). L'intervenante Daria Isachenko, chercheuse associée au German Institute for international and security affairs à Belin, et auteure d'un [rapport](#) disponible en ligne, a présenté les résultats de ses recherches. Daria Isachenko, dans une perspective réaliste des relations internationales, soutient que les relations entre Ankara et Moscou sont fondées sur la reconnaissance mutuelle des intérêts de sécurité. En effet, le respect mutuel des préoccupations de sécurité de l'autre est facilité par la perspective de projets collaboratifs stratégiques (Akkuyu, TurkStream et S-400). Selon elle, la confiance, tout comme la qualité des relations personnelles entre les présidents turc et russe sont secondaires. Néanmoins, la discussion, également animée par [Emmanuel Dreyfus](#), a relevé que les relations interpersonnelles entre les deux présidents étaient aussi un critère à ne pas sous-estimer.

Sümbül KAYA
Chercheuse Turquie

15 février : Séminaire Jeunes Chercheurs.



Mardi 15 février s'est tenu le séminaire Jeunes Chercheurs de l'IRSEM, modéré par le directeur scientifique de l'Institut, le professeur [Jean-Vincent Holeindre](#). Le séminaire était animé par Eva Portel (« Les enjeux stratégiques du patrimoine culturel dans les conflits armés : les cas de la Syrie et de l'Irak sur la période 2011-2019 ») et Inès Ben Slama (« Les villes du Sud [Lyon, Marseille, Bordeaux, Toulouse] pendant le conflit franco-prussien [1870-1871] : une histoire matérielle du politique »).

Eva Portel, doctorante en science politique à l'Université de Bordeaux (Centre Émile Durkheim), a présenté ses travaux sur les destructions du patrimoine culturel commises par le groupe État islamique, tout en relevant que lesdites destructions sont récurrentes dans l'histoire des conflits. L'intervenante a exposé que cette thématique donnait lieu à de nombreuses réponses politiques, institutionnelles, légales et médiatiques, tout en croisant trois disciplines distinctes qui dialoguent peu entre elles (archéologie, droit, histoire). Eva Portel a souligné un des paradoxes rencontrés durant son étude : le patrimoine culturel est un enjeu des conflits armés, mais il est exclu de la sphère militaire (il ne constitue pas un enjeu militaire en soi). Sa question de recherche retenue est : dans quelle mesure la dimension stratégique du patrimoine culturelle fournit-elle une clé de lecture des dynamiques d'un conflit armé ? Possibilité lui est ainsi donnée d'étudier comment les destructions de biens culturels s'insèrent dans la stratégie du groupe État islamique.

La présentation d'Eva Portel a été discutée par le capitaine Timothée Le Berre, adjoint au référent patrimoine de l'armée de terre et doctorant sur la protection du patrimoine dans le domaine militaire. Le professeur Holeindre a noté qu'une des forces de la thèse était une description fine du phénomène lui-même et une réflexion sur les catégories. Il a par ailleurs remarqué que cette problématique

qui avait émergé dans les dernières décennies, était fondamentale pour les armées occidentales et notamment l'armée française.

Inès Ben Slama, doctorante en histoire à l'Université Paris Diderot (laboratoire Identités, cultures, territoires), a exposé ses travaux sur « Les villes du Sud (Lyon, Marseille, Bordeaux, Toulouse) pendant le conflit franco-prussien (1870-1871) : une histoire matérielle du politique ». L'exposante a souligné que l'expérience de la guerre de 1870 était une expérience à distance pour le sud de la France, la région n'ayant pas été touchée directement par les combats opposant l'armée française à l'armée prussienne. Partant de cette donnée, son étude des grandes villes du Sud présente l'intérêt d'offrir une approche décentrée de la guerre franco-prussienne. Inès Ben Slama a précisé que ses travaux offraient une étude des imaginaires de la guerre exprimés par les citoyens du Sud, en se fondant sur des archives jusqu'alors très peu exploitées, telles que des lettres envoyées aux administrations pendant la guerre.

La présentation d'Inès Ben Slama a été discutée par Gilles Ferragu, membre du Service historique de la Défense et maître de conférences en histoire contemporaine à l'Université de Nanterre. Il a mis en avant l'intérêt de l'étude, qui superpose différents éléments : crise politique, révolution et guerre civile, et s'attelle à présenter un kaléidoscope de problématiques. Le directeur scientifique de l'IRSEM a également indiqué que ce travail permettrait de replacer la guerre comme phénomène social et politique, et non plus seulement militaire.

Kevan GAFÄITI
Assistant de recherche

16 février : Séminaire « Endless Wars – Le conflit en Syrie : état des lieux sur le terrain et perspectives vues de Moscou », avec Patrick HAENNI, Arthur QUESNAY, Igor DELANOË.



Second événement du cycle de séminaires « Endless Wars », cette conférence du 16 février était consacrée à l'évolution du conflit syrien depuis 2011 ainsi qu'aux facteurs endogènes et exogènes. Lors de deux tables rondes distinctes, une série d'intervenants se sont succédé dans le but d'offrir des perspectives croisées sur les enjeux stratégiques en Syrie.

Une première table ronde visait à apporter des clarifications sur le rôle de la Russie et réunissait [Igor Delanoë](#), chercheur spécialiste de la politique russe au Moyen-Orient, aux côtés d'[Emmanuel Dreyfus](#), chercheur Russie à l'IRSEM. Depuis le 30 septembre 2015, date des premières frappes russes en Syrie, que retire la Russie de son intervention militaire dans la république arabe ? Comme l'a expliqué M. Delanoë, Vladimir Poutine est d'abord parvenu à redresser la crédibilité politique de Moscou en tant qu'acteur sécuritaire majeur du Moyen-Orient. La Russie dispose désormais de deux bases syriennes, dans les villes de Tartous et Hmeimim, garantissant la présence pérenne du pays au cœur de cette crise. Qui plus est, les forces armées russes tirent aujourd'hui profit d'une expérience importante, fruit des opérations menées, notamment par le biais des forces aérospatiales russes (VKS). Ce faisant, 90 % des pilotes des VKS ont parcouru les cieux syriens et il y a fort à parier que ceux-ci sont en mesure d'appliquer leur savoir-faire à d'autres desseins, comme en Ukraine. Si l'objectif ultime du Kremlin demeure la stabilisation du territoire, en partie grâce au format d'Astana, les récents développements souhaités par les États-Unis en compliquent la réalisation. De fait, l'entrée en vigueur en juin 2020 de l'acte César augmente encore d'un cran

les tensions humanitaires dès lors qu'il met en place de nouvelles sanctions sur la Syrie compromettant les efforts de Moscou en faveur d'une paix durable.



Dans le cadre de la seconde table ronde du séminaire « *Endless Wars* » consacrée au conflit en Syrie, [Patrick Haenni](#), *senior advisor* au Centre pour le dialogue humanitaire, et [Arthur Quesnay](#), docteur en science politique et affilié à l'université Paris-1 Panthéon-Sorbonne, ont présenté leurs analyses sur la recombinaison des forces actuelles. Arthur Quesnay insiste sur le fait que l'État en Syrie est au bord de l'effondrement (corruption, investissement dans l'économie de la drogue, salaire des fonctionnaires très bas). Les milices iraniennes recrutant localement seraient également corrompues. Quant au mouvement kurde, il serait dans une relation intenable avec le régime de Bachar el-Assad et va entrer en compétition avec lui. En effet, les Kurdes créent de nouvelles administrations dans les zones qu'ils contrôlent telles que les districts qui sont reformés en communes ou en communautés de communes. De plus, les processus de bureaucratisation et d'institutionnalisation se renforcent. Arthur Quesnay constate chez le mouvement kurde une transformation par rapport à leur cadre partisan par l'intégration de fonctionnaires arabes dans les zones contrôlées par les Kurdes. Patrick Haenni s'interroge sur la façon d'envisager une stabilisation en Syrie sans créer une escalade de la violence avec la Turquie. Selon lui, l'armée syrienne libre n'existe plus et est devenue un proxy de la Turquie. Il demeure deux autres groupes importants : Hay'at Tahrir al-Sham (HST) et les Kurdes. Les deux groupes ont des stratégies et des définitions de soi similaires et entament un retour sur le local. HST, mouvement à l'origine salafiste, a des liens solides avec la Turquie alors que le PKK s'associe aux Américains. Selon Patrick Haenni, la Turquie ne souhaite pas avoir une nouvelle vague de réfugiés syriens. Leur objectif dans le Nord-Est est de conserver un territoire, une bande de sécurité où elles pourraient envoyer aussi des réfugiés. Idlib est devenue l'une des

zones les plus stables et les Russes ont déposé les armes. Concernant le groupe État islamique (EI), ses leaders s'installeraient dans le Nord-Est. Quand une cellule du groupe EI devient dormante, elle passerait la sécurité d'HTS. [Sümbül Kaya](#) soulève la question de l'État et de son possible retour. Selon Arthur Quesnay, le retour de l'État est quasi impossible, les institutions seraient à bout de souffle.

Dusan BOZALKA
Assistant de recherche

Sümbül KAYA
Chercheuse Turquie

17 février : Séminaire « Nouvelles technologies militaires et puissances démocratiques / Le *lawfare* : de la paix par le droit à la guerre contre le droit », avec le Dr Julien ANCELIN, maître de conférences en droit public à l'Université Côte d'Azur.



La 7^e séance du séminaire [en ligne] « Nouvelles technologies militaires et puissances démocratiques », organisé par [Océane Zubeldia](#) (IRSEM) et Pierre Bourgois (Université catholique de l'Ouest, Angers), a eu lieu le 17 février, avec une présentation de Julien Ancelin (Université Côte d'Azur, LADIE, IdPD), intitulée « Le *lawfare* : de la paix par le droit à la guerre contre le droit ».

Tout d'abord, Julien Ancelin a défini les contours de la notion de *lawfare*, illustrative selon lui d'une modification du rapport à la norme internationale, envisagée, selon cette approche, comme un moyen moderne de la conflictualité. Effectivement, la pratique du *lawfare*, anglicisme né de la contraction entre les termes *law* et *warfare*, désigne un discours sur le droit employé par les acteurs étatiques ou non étatiques à des fins politiques et stratégiques. Reprenant les travaux de Charles Dunlap et David Kennedy, l'intervenant a qualifié le *lawfare* d'habillage interprétatif qui délégitime la vocation contraignante du droit en le transformant en moyen de combat.

Dans un second temps, il a évoqué en détail la mécanique, les objectifs et les potentialités du *lawfare*. Selon lui, le *lawfare* alimente une confusion entre le droit et la politique dans le but de dissimuler politiquement les violations faites au droit international. Il s'agit donc d'un véritable piège pour le droit international, présenté, par ses promoteurs, comme une variable stratégique comme une autre. Les situations décrites par la notion pourraient toutefois être envisagées (et présentées) par d'autres moyens, issus de l'ordre juridique international, qui apparaissent en capacité de répondre aux abus commis en temps de guerre (abus de droit, circonstances excluant l'illicéité). Le *lawfare* évite soigneusement de recourir à ces mécanismes et installe le débat sur le terrain de la légitimité. Julien Ancelin a mentionné enfin les potentialités descriptives du *lawfare* sur le terrain de l'analyse critique du droit international, évoquant ainsi les propositions appelant le droit à retrouver son équilibre originel entre idéalisme et réalisme.

Il a conclu en effectuant une focale sur la politique juridique extérieure de la Fédération de Russie à l'égard de la crise en Ukraine, interrogeant l'utilité de l'emploi du concept de *lawfare* pour qualifier l'attitude des autorités russes. Le Kremlin semble adopter en effet une vision utilitariste du droit international, appelant, notamment, au respect du principe de non-ingérence dans ses affaires intérieures. Il peut toutefois être constaté que le *lawfare* apparaît insuffisant pour analyser la stratégie poursuivie par Moscou à l'égard du droit international.

Notre prochain séminaire mensuel aura lieu le 23 mars de 11h à 12h30. Nous entendrons le Dr Erick Sourna Loumtouang, chargé de recherche en histoire des relations internationales au Centre national d'éducation de Yaoundé au Cameroun, sur la thématique des drones en Afrique.

Charles JOSEPH
Assistant de recherche

18 février : Atelier du Club Phoenix « La géopolitique des frontières turques », avec Johanna OLLIER et David BILLEAU.



Johanna Ollier, doctorante en science politique au Centre d'études et de recherche sur la diplomatie, l'administration publique et le politique (CERDAP) de l'Université Grenoble Alpes, et David Billeau, doctorant en science politique et relations internationales au Centre d'études et de recherche Moyen-Orient Méditerranée (CERMOM) de l'Inalco ainsi qu'au Centre de recherches internationales (CERI) de Sciences Po, ont présenté leur recherche doctorale dans le cadre du Club Phoenix. La discussion a été animée par [Sümbül Kaya](#) (IRSEM). La conférence a été divisée en deux sessions. Une première session consacrée à la « sécurisation et conflictualité des frontières turques » où Johanna Ollier a présenté les évolutions du processus de sécurisation de la frontière turco-iraniennne. Elle a pu questionner dans quelle mesure cette zone frontalière est « sécurisée », c'est-à-dire perçue comme un enjeu de sécurité pour l'État turc du fait de menaces existentielles. David Billeau est intervenu sur les enjeux autour la frontière turco-syrienne en adoptant une perspective historique, et en mettant l'accent sur les crispations sécuritaires de la Turquie. Dans le sillage des *borders studies* dont les analyses sont peu transposées au cas de la Turquie, Johanna Ollier et David Billeau ont pu montrer toute la complexité de l'analyse des aspects économiques, politiques, sociaux, culturels et conflictuels des frontières turco-iraniennes et turco-syriennes. La seconde partie de la conférence a été l'occasion d'échanger sur les ambitions énergétiques de la Turquie. Johanna Ollier a présenté une communication originale sur les « Frontières et corridors énergétiques dans le Sud-Caucase : le cas de Zangezur ». La réhabilitation du corridor de Zangezur, reliant l'Azerbaïdjan à l'enclave du Nakhitchevan, fait actuellement l'objet de négociations entre l'Azerbaïdjan, la Turquie, l'Arménie, mais aussi la Russie. En revanche,

L'Iran s'oppose à ce projet dont les conséquences pourraient impacter négativement le pays. David Billeau quant à lui est revenu sur la question de la Méditerranée et des frontières maritimes de la Turquie. La Turquie se cherche une place en Méditerranée orientale et c'est la doctrine de la *Patrie Bleue*, élaborée par des amiraux turcs extérieurs au parti au pouvoir, qui semble influencer l'action du gouvernement. Pour appréhender le rapport de la République de Turquie à ses frontières maritimes, il faut mettre en perspective la compétition de puissance en cours en Méditerranée dans laquelle les enjeux énergétiques continueront d'occuper une place déterminante et le contexte d'élaboration de cette doctrine, de sa diffusion et de son utilisation.

Sümbül KAYA
Chercheuse Turquie

18 février : Webinaire « Sahel : Le jeu des armées », AFD-CAPS-IRSEM.

Dans le contexte des crises en cours au Sahel, Élodie Riche (Agence française pour le développement), Jean-Fabien Steck (Centre d'analyse, de prévision et de stratégie du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères) et [Maxime Ricard](#) (IRSEM) organisent une série de webinaires internes, autour de trois sujets : le jeu des armées ; les crises de la démocratie ; la relation entre les pays sahéliens et la France/l'Europe. Ces webinaires sont réalisés dans une logique « 3D » (défense, diplomatie, développement) et organisés sous le format Chatham House.

Le premier de ces webinaires a été organisé le vendredi 18 février. Il portait sur le jeu des armées au Sahel dans le contexte des changements politiques en cours. Plusieurs spécialistes des armées sahéliennes et d'Afrique de l'Ouest ont répondu à des questions telles que : pourquoi les armées reviennent-elles dans le jeu politique sahélien alors qu'on pensait les putschs d'une autre époque ? Sont-elles des institutions fragiles et faibles ou bien au contraire les derniers piliers des États sahéliens ? Quelle est leur légitimité à intervenir par rapport aux revendications des mouvements citoyens ? Quels sont les segments de l'armée qui ont pris ces initiatives de putsch ? Les armées de la zone Afrique de l'Ouest connaissent-elles les mêmes fragilités que les armées sahéliennes ?

Les interventions ont porté notamment sur le cas malien, avec une comparaison entre les cas du coup d'État de 2012 avec ceux de 2020 et 2021. Cette analyse a souligné l'importance de la sociologie des acteurs militaires réalisant ces coups d'État, mettant en exergue, dans le cas d'espèce, d'importantes différences notamment concer-

nant les grades, objectifs, et capacités des acteurs militaires dans les différentes situations. Le cas burkinabé a aussi été analysé à l'aune du récent coup d'État ayant renversé le président Roch Kaboré. Les questions des divisions au sein de l'armée, de la fatigue populaire vis-à-vis de l'insécurité, mais aussi de la trajectoire possible du gouvernement de transition ont été abordées. La situation nigérienne a aussi été évoquée à la fois dans le contexte historique du rôle des militaires dans les relations État-société, mais aussi du nouveau positionnement vis-à-vis du redéploiement actuel de l'opération Barkhane. Enfin, les défis particuliers des armées des pays côtiers comme la Côte d'Ivoire ou le Bénin ainsi que les leçons à tirer de leurs réponses respectives jusqu'ici ont été analysées, soulignant notamment l'importance du renforcement capacitaire de ces armées ainsi que d'une réponse multidimensionnelle et non seulement coercitive aux défis posés par les groupes djihadistes.

Maxime RICARD
Chercheur Afrique de l'Ouest

22 février : Atelier de lecture d'articles quantitatifs, avec Olivier CHATAIN.

Deux ateliers de lectures d'articles de recherche quantitatifs se sont tenus le 25 janvier et le 22 février. Ces ateliers ont pour but de faciliter la lecture d'articles fondés sur une analyse économétrique pour comprendre leurs apports et leurs limites sur des sujets concernant les membres de l'IRSEM. Ces articles sont difficiles à aborder car ils requièrent un bagage technique conséquent pour percer leur jargon ainsi qu'une compréhension des allants de soi tenant à cette pratique de recherche.



Dans le premier atelier, nous avons lu l'article « [Who's prone to drone? A global time-series analysis of armed uninhabited aerial vehicle proliferation](#) », par M. Horowitz, J. A. Schwartz et M. Fuhmann (*Conflict Management and Peace Science*, 2020). Cet article est représentatif des études des processus

de diffusion de pratiques innovantes. Notre lecture a insisté sur l'articulation entre les théories mobilisées et le savoir-faire des auteurs pour mesurer certains concepts très abstraits. Nous avons profité de la lecture pour élaborer la distinction entre les biais dus à l'existence de variables confondantes non mesurées, et les biais de sélections qui opèrent le plus *via* la constitution de l'échantillon étudié. Ces deux biais peuvent créer ou masquer des corrélations de manière artificielle.



Le deuxième atelier a porté sur « [Propaganda and combat motivation: Radio broadcasts and German soldiers' Performance in World War II](#) » de B. Barber et C. Miller (*World Politics*, 2019). Cette étude est structurée autour de la démonstration d'un effet causal entre un traitement et un résultat. Nous avons rappelé le modèle du résultat potentiel qui motive l'utilisation d'expériences naturelles pour mesurer l'effet causal d'un traitement.

Nous avons également discuté le rôle prééminent pris par la conception d'un plan de recherche comprenant la question de recherche et son articulation avec une source de variation quasi expérimentale bien identifiée. Dans cet article, la source de variation expérimentale se trouve dans la qualité de la réception des stations de radio diffusant la propagande en fonction du lieu de naissance des soldats. Cette variation s'avère positivement corrélée avec l'attribution de médailles, et négativement corrélée avec les sanctions disciplinaires. Comme il est typique dans ce style de recherche, une grande partie de l'article est consacrée à la réfutation d'explications alternatives. Plus révélatrices sont les analyses qui cherchent à confirmer la nature du mécanisme social à l'œuvre.

Olivier CHATAIN
Chercheur invité

22 février : Séminaire de recherche « La Garde nationale dans le système fédéral américain », avec Thibault DELAMARE.



Le 22 février 2022, [Thibault Delamare](#), chercheur résident Institut Louis Favoreu-IRSEM, a présenté un projet de recherche sur la Garde nationale américaine. [Maud Quessard](#), MCF en civilisation américaine et directrice

du domaine « Espace euratlantique – Russie », et Olivier Burtin, docteur de l'université de Princeton et auteur d'un livre sur le mouvement des vétérans aux États-Unis, étaient discutants. [Jean-Vincent Holeindre](#), directeur scientifique de l'IRSEM, a présidé la séance.

Ce projet de recherche interroge la place de la Garde nationale, institution née de la défiance des colons américains du XVIII^e siècle à l'encontre d'une armée permanente. Cette défiance reste présente dans la Constitution américaine de 1788, toujours en vigueur, mais aussi dans toutes les constitutions des États fédérés. Afin d'éviter une dérive tyrannique du pouvoir fédéral, ils conservent les « milices » fédérées, obéissant aux gouverneurs. Avec l'expansion de l'État américain, la guerre de Sécession et son développement international au cours du XX^e siècle, un processus de rationalisation a transformé la Garde nationale, nouveau nom des « milices » depuis 1825. Dorénavant, cette institution est moins un « contre-pouvoir » qu'une réserve opérationnelle des armées américaines, mais distincte des autres systèmes de réservistes.

Aux ordres du gouverneur, les Gardes nationales s'entraînent pour répondre aux exigences d'engagement de l'armée américaine sur un théâtre extérieur aux côtés de l'US Army et de l'US Air Force, mais agissent aussi en matière de défense nationale (contribution à la dissuasion nucléaire, protection d'infrastructures critiques), de sécurité intérieure (maintien de l'ordre, protection des frontières et assistance aux forces de police contre les trafics de drogue), ainsi que de sécurité environnementale et lutte contre les désastres naturels (ouragans, marée noire...). Elles sont actrices au cours d'événements récents de la vie politique américaine : protection du Capitole dès janvier 2021, lutte contre les incendies en Californie en 2020, actions à la frontière texane depuis 2018.

Ce projet s'appuie sur un terrain de recherche aux États-Unis, avec la menée d'entretiens, la consultation d'archives et l'étude de normes juridiques, en plus de la mobilisation des littératures en relations civilo-militaires et sur la construction de l'État américain.

Pendant la discussion, les échanges ont porté sur la meilleure façon de problématiser le rôle de la Garde nationale dans le système politique américain, au sein des armées américaines et de leur diplomatie militaire. Les débats ont aussi abordé la composition sociologique des Gardes nationales et la diffusion de la culture militaire de la contre-insurrection dans la société et les institutions

sécuritaires américaines à travers l'emploi de la Garde nationale.

Ces échanges ont permis d'affiner le projet d'article pour une revue à comité de lecture et les notes IRSEM que l'auteur publiera sur la Garde nationale américaine.

Thibault DELAMARE
Postdoctorant

ACTUALITÉ DES CHERCHEURS



Maxime AUDINET

- Interview : « [Russie et information](#) », dans *Les Dessous de l'infox*, RFI, 28 janvier 2022.

- Interview : « [Russia Today, l'autre sujet de tension russo-européen](#) », par Stéphane Dreyfus, *La Croix*, 4 février 2022.

2022.

- Interview : « [La discorde entre Russie et Occident passe aussi par RT et la Deutsche Welle](#) », *Le Temps*, 4 février 2022.

- Intervention : « [France au Sahel : comment rester](#) », dans *Affaires étrangères*, France culture, 5 février 2022.

- Interview : « [On a regardé comment la chaîne russe RT France traite le conflit ukrainien](#) », France Inter, 7 février 2022.

- Entretien : « ["L'un des objectifs de RT est de démontrer que le débat public en France est une espèce de cacophonie"](#) », *Libération*, 9 février 2022.

- Intervention : « Comment la Russie investit-elle l'espace informationnel en Afrique subsaharienne ? » au séminaire « Les relations extérieures de la Russie », Université de Côte d'Azur, Nice, 10 février 2022.

- Intervention : « Acteurs et récits de l'influence russe en Afrique francophone », Institut Egmont, Bruxelles, 11 février 2022.

- Publication : « [Russia Today : de l'appeau à polémiques à la "guerre verbale"](#) », AOC, 14 février 2022.

- Publication : avec Colin Gérard, « [Les "libérateurs" : comment la "galaxie Prigojine" raconte la chevauchée du groupe Wagner au Sahel](#) », *Le Rubicon*, 15 février 2022.

- Interview : « [Russia Today \(RT\), un média d'influence au service de l'État russe](#) », dans *Le Livre international*, RFI, 19 février 2022.



Paul CHARON

- Intervention : « Introduction aux services de renseignement chinois », Interaxions, 1^{er} février 2022.

- Intervention : « Les menaces liées à l'activité des services de renseignement chinois », Cindex, 2 février 2022.

- Intervention : « Épistémologie et méthodologies de l'analyse du renseignement », dans le cadre du diplôme Renseignement et menaces globales, Sciences Po Saint-Germain-en-Laye, Saint-Germain-en-Laye, 11 février 2022.
- Intervention : « The use of OSINT methodologies in sinology », MERICS, 17 février 2022.
- Intervention : avec Maxime Audinet, « les opérations d'influence russes et chinoises », Centre de doctrine et de commandement de l'armée de terre (CDEC), École militaire, 18 février 2022.
- Invité à l'émission *Affaires étrangères* intitulée « Guerre hybride : l'expérience de l'Ukraine », présentée par Christine Ockrent, France Culture, 19 février 2022.
- Intervention : avec Jean-Baptiste Jeangène Vilmer, « Countering China's influence campaigns in Europe », conférence organisée par The Hague Centre for Strategic Studies et l'Institut de France des Pays-Bas, 22 février 2022.

sur les manipulations de l'information, Université Paris Panthéon-Assas, 17 février 2022.

- Séminaire en ligne : « [Countering China's influence campaigns in Europe](#) », organisé par the Hague Centre for Strategic Studies (HCSS) et l'Institut français des Pays-Bas, 22 février 2022.

- Article : « [Pourquoi Poutine a déjà perdu la guerre](#) », *Le Grand Continent*, 27 février 2022 ; traduit en espagnol « [Por qué Putin ya ha perdido la guerra](#) » ; italien « [Perché Putin ha già perso la guerra](#) » et allemand « [Warum Putin den Krieg bereits verloren hat](#) ».



Emmanuel DREYFUS

- Intervention au webinar « Turkey and Russia: The logic of conflictual cooperation », IRSEM, 9 février 2022.



Sümbül KAYA

- Organisation et discussion avec Romuald de Pierrefeu et Emmanuel Dreyfus de la conférence « Turquie-Russie : la logique d'une coopération conflictuelle » par Daria Isachenko, IRSEM, 9 février 2022.

- Modération et discussion de la seconde partie de la table ronde du séminaire « *Endless War* : La Syrie depuis le terrain », IRSEM, 16 février 2022.

- Discussion de la conférence « La géopolitique des frontières turques », Club Phoenix, 18 février 2022.

- Interview : « [En Turquie, "insulte au président", le délit qui ratisse large](#) », Middle East Eye, 21 février 2022.



Pierre HAROCHE

- Publication : avec Martin Quencez, « [L'OTAN face à la Chine : Réponses et adaptations](#) », Note conjointe GMF/IRSEM, 4 février 2022, 12 p.



Anne MUXEL

- Interview : « [Nous souffrons d'une absence de projection dans l'avenir](#) », *Fondamental*, n° 55, 18 février 2022.

- Publication : « [Une "Commission géopolitique" ? L'affirmation de la Commission européenne comme acteur stratégique sur la scène internationale](#) », Note de recherche n° 121, IRSEM, 12 p.



Jean-Baptiste JEANGÈNE VILMER

- Intervention dans le panel « Les nouveaux territoires des manipulations de l'information », au colloque [Désordres informationnels : nouvelles menaces, nouvelles réponses](#), de l'Observatoire Panthéon-Assas – Fondation Descartes



Marianne PÉRON-DOISE

- Organisation d'une table ronde autour de l'amiral (R) Jayanath Colombage, secrétaire général au sein du ministère des Affaires étrangères du Sri Lanka, 23 février 2022.

- Intervention dans le cadre du webinar « The European Union and Indo Pacific » organisé par l'ambassade de France aux Philippines et l'Association

des correspondants étrangers aux Philippines (FOCAP), 28 février 2022.



Maud QUESSARD

- Conférence : « Le conflit en Syrie : état des lieux sur le terrain et perspectives vues de Moscou », cycle de séminaires *Endless Wars*, organisé par Maud Quessard et Emmanuel Dreyfus, IRSEM, 16 février 2022.

- Discutante avec Olivier Burtin au séminaire de recherche de Thibault Delamare sur la Garde nationale américaine, IRSEM, 22 février 2022.

- Entretien avec Luc Chagnon, « [Crise entre l'Ukraine et la Russie : pourquoi les États-Unis se montrent-ils si inquiets ?](#) » FranceInfo/France Télévision, 15 février 2022.



Maxime RICARD

- Co-organisation, avec Élodie Riche (AFD) et Jean-Fabien Steck (CAPS, du webinaire « Sahel : Le jeu des armées », 18 février 2022.



Benoît de TRÉGLODÉ

- Cité dans « Rattrapée par la rivalité sino-américaine, l'Asie-Pacifique muscle sa défense », *Le Figaro*, 11 février 2022.

- Intervention à la conférence « Le Vietnam en l'an 2022 », Société de législation comparée, 17 février 2022.

- Recension : « [Quand les Vietnamiens parlent de leur ligne de vie](#) », *Le Courrier du Vietnam* (Hanoi), 22 février 2022.

- Invité au journal en vietnamien « La guerre en Ukraine, quelles conséquences pour le Viêt Nam et l'Asie du Sud-Est ? », RFI, 28 février 2022.



Camille TROTOUX

- Publication : « [Conclusions de la mission d'information sur le Plan famille](#) », Brève stratégique n° 31, IRSEM, 21 février 2022, 2 p.



Amélie ZIMA

- Interview : « [La force d'attraction de l'Union européenne en Ukraine gêne Vladimir Poutine](#) », *Le Monde*, 4 février 2022.



Océane ZUBELDIA

- Organisation avec Pierre Bourgois de la séance 7 du séminaire « Nouvelles technologies et puissances démocratiques », avec une présentation de Julien Ancelin intitulée « Le *lawfare* : de la paix par le droit à la guerre contre le droit », IRSEM [en ligne], 17 février 2022.

- Intervention : « The future of drone use and technological trends » dans la seconde table ronde « The way forward », atelier « Securing the Air, How to enhance the EU's resilience and security in the air domain European Union », Institute for Security Studies (EUISS) [en ligne], 18 février 2022.

- Intervention : « Drones and artificial intelligence: what future prospects? », Unmanned Systems Forum « Smart Approach, Fast Development », New Center Strategy, Bucarest, 23 février 2022.

ACTUALITÉ DES CHERCHEURS ASSOCIÉS ET DES DOCTORANTS RÉSIDENTS



Pierre BOURGOIS

- Organisation avec Océane Zubeldia de la séance 7 du séminaire « Nouvelles technologies et puissances démocratiques », avec une présentation de Julien Ancelin intitulée « Le *lawfare* : de la paix par le droit à la guerre contre le droit », IRSEM [en ligne], 17 février

2022.



Chantal LAVALLÉE

- Intervention : « [Les drones dans l'espace aérien européen : un moteur pour la coopération entre civils et militaires](#) » dans le cadre du Cycle de conférences du Centre Jean Monnet de Montréal, Université de Montréal, 9 février 2022.

- Co-organisation avec Simon Hogue d'une conférence de vulgarisation (fermée) « IA et données massives : un premier tour d'horizon », par Pierre Prévot, dans le cadre des activités du groupe de recherche sur la Gouvernance des technologies émergentes du Centre sur la gouvernance sécuritaire et de crise (CRITIC) du Collège militaire royal de Saint-Jean, 22 février 2022.



Malcolm PINEL

- Article : « [Les sociétés militaires privées russes en Afrique \(1/2\) : vers un nouveau modèle d'intervention ?](#) », dans *Revue Défense Nationale*, « Souveraineté et nouveaux acteurs internationaux », n° 847, février 2022,

p. 99-104.

VEILLE SCIENTIFIQUE

SÉCURITÉ

Daniel SILVERMAN, Daniel KENT et Christopher GELPI, « [Putting Terror in Its Place: An Experiment on Mitigating Fears of Terrorism among the American Public](#) », *Journal of Conflict Resolution*, 66:2, 2022, p. 191-216.

Dans un article récemment publié dans la revue *Journal of Conflict Resolution*, Daniel Silverman, Daniel Kent et Christopher Gelpi étudient les variables qui peuvent influencer le niveau de peur qu'ont les citoyens américains d'être victimes d'une attaque terroriste. Ils estiment en effet que cette peur est démesurée au regard de la réalité de la menace. Un Américain, considèrent les auteurs, a une chance sur 3,5 milliards d'être tué au cours d'une attaque terroriste. Pourtant, plus de 40 % d'entre eux pensent, et ce de manière constante, que leurs proches ainsi qu'eux-mêmes sont susceptibles d'être touchés. L'objectif des auteurs est de déterminer ce qui pourrait permettre d'injecter du réalisme dans les perceptions du public. En plus d'être scientifiquement pertinente, cette question est un d'intérêt pratique colossal, comme en attestent les coûts exorbitants, à la fois matériels et humains, associés aux guerres qu'ont menées les États-Unis depuis les années 2000 à la suite des attentats du 11-Septembre.

L'enquête menée par les auteurs repose sur une expérimentation. Il s'agissait de savoir si les gens ajournaient leurs croyances sur le terrorisme lorsqu'on leur communiquait les informations exactes relatives au risque que celui représente réellement. Résultat : la peur du terrorisme tout comme les demandes faites pour le combattre chutent drastiquement après que les bonnes informations sont communiquées. De manière générale, les auteurs soutiennent l'idée que dans l'optique de limiter les coûts disproportionnés provoqués par la lutte contre le terrorisme, la mise en contexte et la prise de recul sont à privilégier.

Élie BARANETS

Chercheur Sécurité internationale

ÉTATS-UNIS : L'ENJEU UKRAINIEN

Cory WELT, « U.S. Security Assistance to Ukraine », *Congressional Research Service*, 9 février 2022.

Rédigé par Cory Welt, spécialiste de la Russie, pour le compte du Congressional Research Service, ce rapport se veut la synthèse des décisions prises par l'administration Biden en faveur de l'Ukraine. En l'espace d'une année, plusieurs centaines de millions de dollars sous la forme d'équipements de défense ont ainsi été transférés en Ukraine. Le rapport mentionne également d'autres pistes pour le futur des relations militaires américano-ukrainiennes, dont l'envoi de systèmes avancés de défense aérienne, antimissile et antinavire. Pour l'heure, les positions américaines restent les mêmes : la défense de la souveraineté et l'intégrité territoriale de l'Ukraine.

Maya KANDEL, « Ce que l'Ukraine nous dit de l'avenir de la politique étrangère américaine », Institut Montaigne, 23 février 2022.

Directrice du programme États-Unis auprès de l'Institut Montaigne, Maya Kandel nous livre ses observations face au théâtre ukrainien et à l'évolution des positionnements américains en termes de politique étrangère. De fait, la politique étrangère est devenue un enjeu majeur des prochaines élections de mi-mandat de 2022. Aujourd'hui, elle matérialise toujours plus la polarisation issue des clivages politiques et sociétaux et s'en trouve renforcée par une nouvelle opposition des « blob » face aux « anti-blob ». Cette appellation fait écho aux déclarations de Ben Rhodes, ancien conseiller du président Barack Obama, qualifiant avec dérision l'establishment de la politique étrangère américaine à Washington de « blob ». Quoi qu'il en soit, l'administration Biden est victime de l'hyperpolarisation de la vie politique, ce qui affaiblit drastiquement la marge de manœuvre du président Biden et de sa diplomatie.

Stephen WALT, « The West is Sleepwalking Into War in Ukraine », *Foreign Policy*, 23 février 2022.

Célèbre politologue et figure de proue de l'école de pensée néoréaliste des relations internationales, Stephen Walt critique la gestion de la crise ukrainienne effectuée par les différents leaders occidentaux. Ceux-ci auraient commis l'erreur de croire à une résolution pacifique en échange de faibles garanties, alors que la Russie bénéficie d'un avantage géostratégique indéniable. Outre cette première erreur, une seconde serait l'incapacité de faire

preuve d'« empathie stratégique » face aux velléités de Moscou. La politique de la porte ouverte étant un principe « et non pas une règle universelle », davantage de prudence aurait dû être requise à la veille des premières déclarations en faveur de l'adhésion de l'Ukraine à l'OTAN. Désormais, l'offensive russe progressant rapidement, les fautes se multiplient à nouveau. En effet, Stephen Walt manifeste son inquiétude face à une réduction des enjeux à l'emploi d'une rhétorique américaine manichéenne du « bien contre le mal », qui exclut toute stratégie militaire véritable. Selon lui, l'erreur récurrente des États-Unis se poursuivrait, l'envoi de troupes américaines pour faire face aux crises en Europe, conforterait les Européens réticents à la mise en œuvre d'une autonomie stratégique.

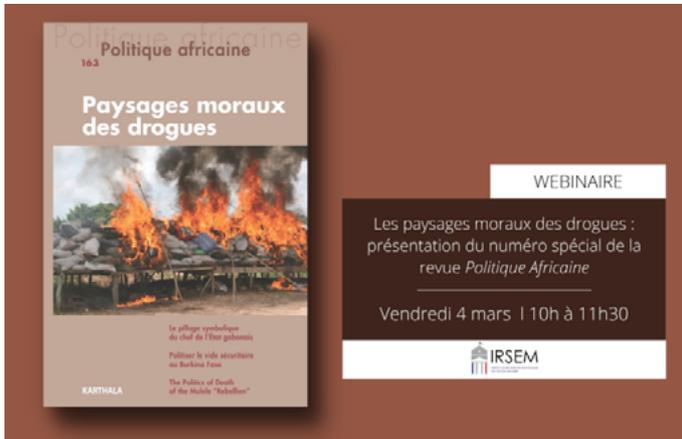
Robert KAGAN, « What we can expect after Putin's conquest of Ukraine », *The Washington Post*, 21 février 2022.

Chef de file du mouvement néoconservateur des relations internationales et écrivain, Robert Kagan nous fait part des conséquences d'une potentielle invasion russe en Ukraine dans son article du 21 février, quelques jours seulement avant le début des hostilités russo-ukrainiennes. Force est de constater que cette nouvelle invasion redessine les frontières des rivalités russo-occidentales. Dans le cas d'une invasion totale, les pays baltes seraient notamment pris en étau entre l'Ukraine, la Biélorussie et l'enclave de Kaliningrad, ce qui compliquerait le renfort de troupes occidentales dans la région. Comme l'explique M. Kagan, Poutine chercherait une OTAN à deux niveaux dans laquelle aucune force alliée ne serait déployée sur le territoire de l'ancien Pacte de Varsovie. Au-delà du théâtre ukrainien, il nous rappelle que la Russie n'est pas le seul pays souhaitant déstabiliser l'ordre international. La menace chinoise plane toujours sur Taïwan : serait-il hasardeux de penser que le *modus operandi* de Moscou pourrait inspirer celui de Pékin ?

Dusan BOZALKA
Assistant de recherche

À VENIR

4 mars : Webinaire « [Les paysages moraux des drogues : présentation du numéro spécial de la revue Politique africaine](#) », 10h-11h30. [Inscription obligatoire.](#)



La question des drogues en Afrique fait aujourd’hui l’objet de larges focalisations politiques et institutionnelles, lesquelles ont des impacts sur la littérature scientifique. Il est devenu commun d’appréhender les drogues illégales telles que le cannabis, l’héroïne et la cocaïne, ou légales telles que l’alcool ou le tramadol, sous un prisme sécuritaire. Rompant avec ces approches, ce dossier invite à interroger les perceptions morales des drogues par les consommateurs, les revendeurs et les différents acteurs qui encadrent la circulation et l’usage de psychotropes sur le continent. Portant sur le Burkina Faso, la Côte d’Ivoire, le Nigeria, le Mali et le Niger, les articles analysent ainsi l’encadrement des pratiques liées aux drogues par les élites, les conflits moraux que vivent leurs usagers, les arrangements politiques qui se négocient autour des points de vente et les stratégies des acteurs commerciaux pour définir de bons ou mauvais usages. Sous ce prisme, c’est une multiplicité de paysages moraux des drogues en Afrique qui se dessine ici.

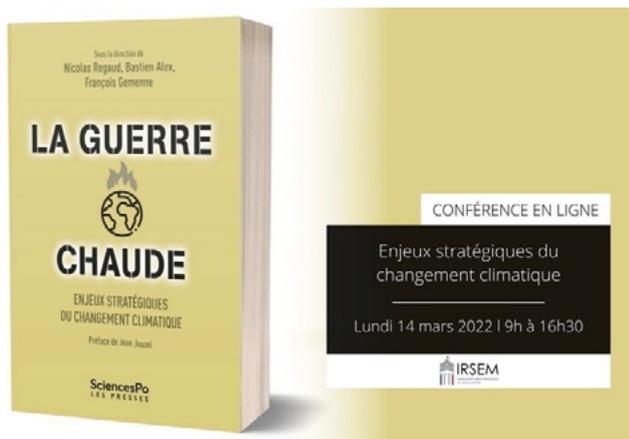
10 mars : Webinaire « Environnements et conflits – La construction d’une politique climatique de défense aux États-Unis », IRSEM/Institut des Amériques, avec Jean-Daniel COLLOMB (Université Grenoble Alpes), 16h-18h. [Inscription obligatoire.](#)



Dans les études sur les politiques de défense aux États-Unis, plusieurs contributions se sont intéressées aux efforts de transition écologique réalisés par les forces armées, à l’entrée de la sécurité environnementale dans le débat stratégique, ou encore à l’emploi des énergies renouvelables pour améliorer l’efficacité opérationnelle. À l’exception de quelques études comparatives, peu de travaux portent toutefois sur la construction d’une politique climatique de défense, et en particulier comment celle-ci fait écho aux autres mesures prises par le gouvernement fédéral en matière de lutte contre le dérèglement climatique. Dans cette communication, il s’agit de montrer que la politique climatique du Pentagone s’inscrit dans une approche générale favorisant l’adaptation aux aléas climatiques, et qui rivalise de plus en plus, dans l’action publique aux États-Unis, avec les efforts d’atténuation du réchauffement global. Dans le discours de l’adaptation, il s’agit en effet de construire la résilience des sociétés face aux évolutions du climat sans nécessairement traiter les causes du phénomène, à travers des mesures de réduction des émissions carbonées. Dans les négociations internationales, le thème de l’adaptation fait son apparition au début des années 2000. Il est alors porté par les puissances émergentes comme la Chine, le Brésil ou l’Inde qui, devant l’impossibilité de réduire leur empreinte carbone sans handicaper leur développement, préfèrent aborder la question de la transition écologique d’une autre manière. Depuis le mandat de Barack Obama, les initiatives du Pentagone sur l’adaptation et la sécurité climatique sont partie intégrante de l’impulsion fédérale en matière de politique climatique, concrétisée récemment par l’ordre exécutif 14008 du 27 janvier 2021 (« Tackling the Climate

Crisis at Home and Abroad »). Le 3 février 2021, le secrétaire à la Défense Lloyd Austin annonce la nomination de Joe Bryan (déjà chargé de la politique énergétique de la Navy sous Barack Obama) comme conseiller spécial pour le climat et la création d'un « Climate Working Group ».

14 mars : Conférence en ligne « Enjeux stratégiques du changement climatique » avec Nicolas REGAUD, 9h-16h30. Inscription obligatoire.



À l'occasion de la parution, le 3 mars, de l'ouvrage collectif *La Guerre chaude* (Presses de Sciences Po, avec le soutien de l'IRSEM), une conférence en ligne est organisée le lundi 14 mars 2022 sur le thème des enjeux stratégiques du changement climatique. Elle réunira de nombreux contributeurs à l'ouvrage qui aborderont différentes facettes des défis du dérèglement climatique en matière de sécurité et de défense : les impacts sur la sécurité dans différentes régions du monde, les enjeux opérationnels pour les armées et comment elles s'engagent progressivement à les relever au travers de politiques d'atténuation et d'adaptation.

17 mars : Journée d'étude « Les ambitions stratégiques de la Turquie », FMES (Toulon) / IRSEM, 9h-17h30. Inscription obligatoire.



Depuis 2016, l'activisme et les interventions militaires de la Turquie ont accru les tensions régionales, notamment au Levant, au Caucase, en Méditerranée orientale et en Libye. Alors que les tensions s'accroissent sur la scène internationale face à la Russie, l'Iran et la Chine, et que se profilent des échéances électorales cruciales en Turquie, ce colloque a vocation à déchiffrer les ambitions stratégiques du pouvoir turc et ses conséquences. Cela paraît d'autant plus utile que la France, qui assure la présidence tournante de l'Union européenne, pourrait être amenée à gérer une crise grave en cas de reprise des tensions avec la Grèce. Ce colloque, conjointement organisé par la FMES et l'IRSEM, réunit d'excellents experts du sujet qui débattront avec un auditoire que nous espérons nombreux.